

**DARES**

Direction de l'animation, de la recherche,  
des études et des statistiques

# TABLEAU DE BORD SUR L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

**Mahrez OKBA, Anne RAMARE**  
Avec le concours de Chantal SANTAMARIA



Ministère des affaires sociales,  
du travail et de la solidarité



# TABLEAU DE BORD SUR L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

**Mahrez OKBA, Anne RAMARE  
Avec le concours de Chantal SANTAMARIA**

**Rédaction**

Ce document a été réalisé par Mahrez OKBA et Anne RAMARE  
avec le concours de Chantal SANTAMARIA

**Maquette et mise en page**

Studio des Plantes

*En application de la loi du 11 mars 1957 (article 41) et du Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992, complétés par la loi du 3 janvier 1995, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans l'autorisation expresse de l'éditeur.*

# AVANT-PROPOS

La Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES) publie le premier numéro du tableau de bord sur l'activité, l'emploi et le travail des personnes handicapées. Cette publication vise à combler un manque : mettre à la disposition d'un large public un ensemble de données synthétiques sur l'activité, l'emploi et le chômage des personnes handicapées. Il existe ici et là de nombreuses publications sur ce thème qu'elles émanent de l'administration, de centres de recherches, du milieu associatif ou d'organismes internationaux. Mais ces publications sont éparpillées et leur somme est difficilement disponible. Ce tableau de bord est une première contribution de la DARES à l'initiative de l'Union européenne de déclarer 2003 année des personnes handicapées. Il se compose de sept chapitres. Le premier chapitre concerne l'entrée dans le handicap et la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé prévue par la loi de juillet 1987. Au centre de ce dispositif de reconnaissance, les Cotorep ont un rôle incontournable par leurs décisions d'attribuer ou non à une personne la qualité de travailleur handicapé. Les données présentées dans ce chapitre permettent ainsi de mesurer l'activité globale des Cotorep de manière aussi détaillée que possible et de suivre dans le même temps les décisions qu'elles ont prises en matière de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé. Comme pour l'ensemble des données de ce tableau de bord, des évolutions sur plusieurs années sont également présentées. Les chapitres II, III, IV, et V retracent la situation en emploi des travailleurs handicapés, en recourant principalement aux exploitations annuelles de la déclaration obligatoire d'emploi de travailleurs handicapés instaurée dans les établissements de 20 salariés et plus par la loi de juillet 1987. Les principales modalités pour satisfaire à l'obligation d'emploi sont présentées : l'emploi direct, le versement de la contribution Agefiph, l'emploi dans le milieu protégé (atelier protégé et centre d'aide par le travail). Des séries détaillées concernant notamment l'emploi direct qui permettront au lecteur de situer avec plus de précision les principales évolutions du taux d'emploi des travailleurs handicapés et les caractéristiques de ces travailleurs handicapés. La loi de juillet 1987 s'appliquant également dans le secteur public, certes avec quelques différences, un état des lieux a été dressé pour ce secteur. Le chapitre VI présente la situation sur le marché du travail des travailleurs handicapés en la comparant avec celle des travailleurs ordinaires. Il utilise les données les plus récentes, principalement issues des registres de l'ANPE, pour décrire le chômage des travailleurs handicapés et de ses principales caractéristiques (évolution sur plusieurs années, répartition par catégories de demandeurs d'emploi, répartition par genre et par âge, durée du chômage...). Les deux derniers chapitres (VII et VIII) constituent deux volets de la politique d'insertion en faveur des personnes handicapées. Tout d'abord le chapitre VII donne des ordres de grandeur concernant la dépense pour la garantie de ressources et les subventions annuelles allouées aux ateliers protégés. Ensuite, le chapitre VIII présente l'effort des pouvoirs publics en faveur des personnes handicapées à travers les mesures aidées de la politique de l'emploi. Certes, il s'agit ici d'emplois – aidés – qui auraient pu être faire partie du chapitre II traitant de l'emploi dans les établissements de 20 salariés ou plus. Mais ce traitement *ad hoc* dans le tableau de bord des mesures aidées à l'emploi s'explique par l'importance qu'elles revêtent pour l'insertion des publics en difficulté et en particulier pour les publics dits "prioritaires" dont les handicapés.

Comme je l'ai évoqué plus haut, il s'agit du premier numéro du tableau de bord. Il fera l'objet d'une publication annuelle actualisée en fonction des nouvelles données que nous aurons recueillies soit auprès de l'Administration, soit auprès d'autres sources.

La Directrice de la DARES  
Annie FOUQUET



# SOMMAIRE

Avant-propos

Introduction

**CHAPITRE I** – L'entrée dans le handicap, la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé attribuée par les COTOREP

***Le rôle des Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep)***

***L'activité de l'ensemble des Cotorep***

p. 8 - **Tableau 1** : Nombre de décisions de 1997 à 2001

p. 9 - **Graphique 1** : Nombre de décisions de 1997 à 2001 – base 100 en 1997

***L'activité en matière d'insertion professionnelle***

p. 9 - **Tableau 2** : Demandes reçues et demandes décisionnées de la 1<sup>er</sup> section de 1996 à 2000

p. 9 - **Tableau 3** : L'activité des Cotorep – tableau récapitulatif

p. 10 - **Tableau 4** : Évolution des reconnaissances de la qualité de travailleur handicapé selon la catégorie

p. 10 - **Tableau 5** : Structure des attributions de RQTH de 1996 à 2000 (en %)

p. 10 - **Tableau 6** : Structure des décisions d'orientation de 1996 à 2001 (en %)

**CHAPITRE II** – L'emploi des travailleurs handicapés dans les établissements d'au moins 20 salariés

***Axes principaux de la loi du 10 juillet 1987***

p. 11 - **Tableau 7** : Contribution nette collectée par l'Agefiph au titre de l'exercice n-1 (en millions d'euros), de 1996 à 2001

***Les établissements assujettis à l'obligation***

p. 11 - **Tableau 8** : Établissements soumis et établissements assujettis en 1998

p. 12 - **Tableau 9** : L'emploi des travailleurs handicapés par sexe, âge et niveau de qualification de 1996 à 2000

p. 12 - **Tableau 10** : Les embauches de travailleurs handicapés dans les établissements assujettis de 1996 à 2000

p. 12 - **Tableau 11** : Répartition des travailleurs handicapés selon leur ancienneté dans l'établissement de 1996 à 2000

p. 13 - **Graphique 2** : Comparaison de l'ancienneté des travailleurs handicapés et des autres salariés dans les établissements assujettis en 2000

p. 13 - **Graphique 3** : La répartition par catégorie de travailleurs handicapés de 1990 à 2000

p. 13 - **Tableau 12** : Répartition des travailleurs handicapés par sexe et catégorie administrative de handicap en 1997 et en 2000

### ***Le taux d'emploi de travailleurs handicapés***

p. 14 - **Tableau 13** : Évolution du taux d'emploi des travailleurs handicapés de 1996 à 2000

p. 14 - **Graphique 4** : Le taux d'emploi selon la taille et le secteur d'activité en 2000

p. 14 - **Tableau 14** : La répartition des différentes catégories de travailleurs handicapés selon le secteur d'activité en 2000 (en %)

### **CHAPITRE III – Le travail en milieu protégé**

p. 15 - **Tableau 15** : Les travailleurs handicapés dans les ateliers protégés de 1995 à 2000

p. 15 - **Tableau 16** : Les travailleurs handicapés dans les centres d'aide par le travail de 1995 à 1999

### **CHAPITRE IV – L'emploi des handicapés dans la fonction publique d'État**

p. 16 - **Tableau 17** : Les travailleurs handicapés dans la fonction publique d'État de 1995 à 1998

### **CHAPITRE V – Synthèse sur l'emploi des travailleurs handicapés**

p. 17 - **Tableau 18** : Activité, emploi, chômage des personnes handicapées (fin 1999)

### **CHAPITRE VI – Le chômage des personnes handicapées**

p. 18 - **Tableau 19 a** : Nombre de demandeurs d'emploi handicapés (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8) de 1997 à 2002 (fin novembre)

p. 18 - **Tableau 19 b** : Nombre de demandeurs d'emploi hors handicapés (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8) de 1997 à 2002 (fin novembre)

p. 18 - **Tableau 19 c** : Nombre total de demandeurs d'emploi (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8) de 1997 à 2002 (fin novembre), en France métropolitaine

p. 18 - **Tableau 20** : Part des travailleurs handicapés (catégorie 1) dans le total des demandeurs d'emploi de 1997 à 2002 (fin novembre)

### ***Les caractéristiques des chômeurs handicapés***

p. 19 - **Tableau 21** : Répartition par sexe à la fin novembre au 2002 des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

p. 19 - **Tableau 22** : Répartition par âge à la fin novembre 2002 des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

- p. 19 - **Tableau 23** : Répartition par niveau de formation à la fin novembre 2002 des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)
- p. 19 - **Tableau 24** : Répartition à la fin novembre 2002 selon la qualification des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)
- p. 20 - **Tableau 25** : Le chômage des travailleurs handicapés dans les régions en 2000 (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8)
- p. 20 - **Tableau 26** : La durée du chômage des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)
- p. 21 - **Graphique 5** : Répartition par sexe des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)
- p. 21 - **Graphique 6** : Répartition par groupes d'âges des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

## CHAPITRE VII – Éléments de la dépense publique en faveur des travailleurs handicapés

- p. 22 - **Tableau 27** : Dépense de GRTH par structure d'accueil (en millions d'euros courants et en %)
- p. 22 - **Graphique 7** : Dépenses de garanties de ressources des travailleurs handicapés (en millions d'euros constants) en 1999
- p. 22 - **Tableau 28** : Subventions aux ateliers protégés (en millions d'euros)

## CHAPITRE VIII – Les interventions publiques en faveur des travailleurs handicapés

### *Les personnes handicapées dans la politique de l'emploi*

- p. 23 - **Tableau 29** : Les personnes handicapées dans les contrats initiative emploi (secteur marchand). Évolution 1998-2001 (fin décembre)
- p. 23 - **Tableau 30** : Les personnes handicapées dans les contrats emploi consolidé (secteur non-marchand). Situation au 31 décembre 2001
- p. 24 - **Tableau 31** : Les personnes handicapées dans les contrats emploi solidarité (secteur non-marchand). Situation au 31 décembre 2001
  
- p. 25 - **Encadré 1** Les axes principaux de la loi du 10 juillet 1987
- p. 26 - **Encadré 2** L'orientation des personnes handicapées
- p. 26 - **Encadré 3** Les CIE, les CES et les CEC
- p. 27 - **Encadré 4** Les principales catégories de demandeurs d'emploi
- p. 27 - **Encadré 5** Les abattements de salaire et la garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH)
  
- p. 29 - Lexique des abréviations

# INTRODUCTION

*Le but de ce tableau de bord est de rassembler les principales données concernant les travailleurs et chômeurs handicapés, régulièrement disponibles, soit à la DARES soit auprès d'autres institutions (ANPE, Agefiph, DGEFP, etc.), et d'offrir, dans un seul document, une vision d'ensemble de cette population.*

*Les commentaires sont conçus comme une aide à la lecture. Les sources étant hétérogènes, on ne dispose pas encore de la couverture de périodes identiques. Certaines séries démarrent en 1990, d'autres en 1996, etc.*

*Le présent document sera remis à jour annuellement.*

### ***Le rôle des Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep)***

Les Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel sont placées auprès des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elles sont composées de personnes et de représentants d'institutions qualifiés dans le département, pour apprécier le handicap, proposer des solutions d'orientation, attribuer des aides.

Elles se prononcent sur :

- ***Les questions liées à l'insertion professionnelle :***

- la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH),
- le classement du travailleur handicapé dans l'une des catégories (A, B, C) correspondant à ses capacités professionnelles, du handicap le plus léger au plus lourd,
- l'orientation du travailleur handicapé, vers une formation professionnelle, vers le milieu protégé, vers le milieu ordinaire de travail, ou vers la fonction publique ;

- ***Les questions liées à l'insertion sociale :***

- de l'attribution de certaines allocations (allocation aux adultes handicapés, allocation compensatrice tierce personne...),
- de l'octroi de la carte d'invalidité,
- de l'admission éventuelle de la personne inapte au travail dans un établissement spécialisé,
- de la détermination du taux d'invalidité de la personne handicapée.

Depuis 1997, le nombre de décisions prises en première section, qu'il s'agisse des RQTH (+29 % de 1997 à 2001) ou des décisions d'orientation (+31 %), sont en augmentation. Par contre, le total des décisions (premières et deuxième sections confondues) et les différentes catégories de RQTH, ou de type d'orientation, sont restées stables.

### ***L'activité de l'ensemble des Cotorep***

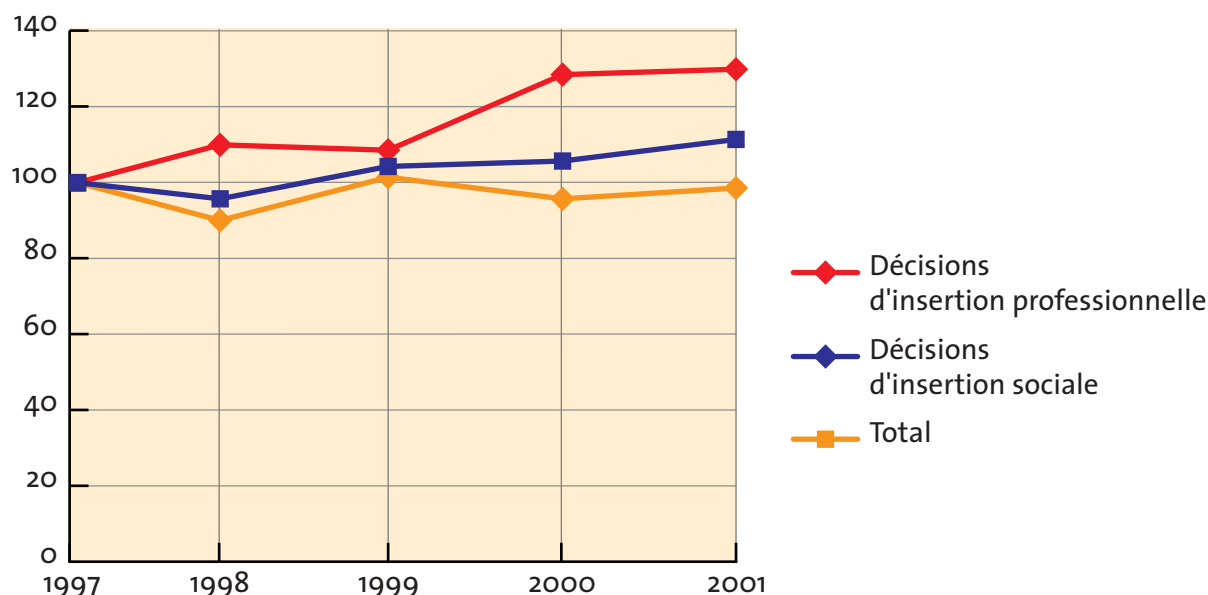
Tableau 1 : Nombre de décisions de 1997 à 2001

|  | 1997             | 1998             | 1999             | 2000             | 2001             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Décisions en matière d'insertion professionnelle | 370 421          | 394 648          | 417 002          | 447 638          | 475 052          |
| Décisions en matière d'insertion sociale         | 770 276          | 713 574          | 721 978          | 749 394          | 763 265          |
| <b>Total</b>                                     | <b>1 140 697</b> | <b>1 108 222</b> | <b>1 138 980</b> | <b>1 197 032</b> | <b>1 238 317</b> |

Source : DGEFP

## de la qualité de travailleur handicapé attribuée par les COTOREP

Graphique 1 : Nombre de décisions de 1997 à 2001 – base 100 en 1997



Sources : DGEFP, DREES

### L'activité en matière d'insertion professionnelle

Le public des Cotorep remplit une "demande unique" (un formulaire) où il répond aux questions se rapportant à son état civil et où il coche un certain nombre d'items susceptibles de déclencher l'ouverture de droits.

Chaque demande répertoriée est instruite par la Cotorep, qui s'attache à satisfaire d'abord les demandes justifiées et légitimes et répondra dans un deuxième temps aux autres demandes ; d'où la notion de "demandes non-décisionnées".

Tableau 2 : Demandes reçues et demandes décisionnées par la 1<sup>re</sup> section de 1996 à 2000

|                                 | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    |
|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Total des demandes              | 467 000 | 514 000 | 537 000 | 537 000 | 610 246 |
| Total des décisions             | 325 000 | 370 000 | 394 648 | 417 002 | 447 633 |
| % des demandes non-décisionnées | 30 %    | 28 %    | 26 %    | 27 %    | 27 %    |

Sources : DGEFP, DREES

Tableau 3 : L'activité des Cotorep – tableau récapitulatif

|                               | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Total des RQTH                | 157 209 | 177 368 | 190 217 | 203 517 | 219 808 |
| Dont 1 <sup>es</sup> demandes | 73 810  | 74 435  | 81 791  | 107 136 | 124 186 |
| % 1 <sup>es</sup> demandes    | 47 %    | 42 %    | 43 %    | 53 %    | 56 %    |
| Total orientations            | 100 747 | 120 707 | 128 954 | 122 488 | 184 398 |
| Dont 1 <sup>es</sup> demandes | 64 478  | 55 525  | 62 284  | 68 628  | 95 882  |
| % 1 <sup>es</sup> demandes    | 64 %    | 46 %    | 48,3 %  | 51,8 %  | 52 %    |

Sources : DGEFP, DREES

**Tableau 4 : Évolution des reconnaissances de la qualité de travailleur handicapé selon la catégorie**

|                    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    | 2001    |
|--------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Catégorie A</b> | 31 454  | 35 315  | 36 958  | 40 042  | 42 382  | 44 932  |
| <b>Catégorie B</b> | 76 704  | 88 384  | 97 181  | 104 169 | 115 564 | 125 532 |
| <b>Catégorie C</b> | 49 051  | 53 709  | 56 078  | 59 306  | 61 862  | 63 683  |
| <b>Total</b>       | 157 209 | 177 408 | 190 217 | 203 517 | 219 808 | 234 147 |

Sources : DGEFP, DREES

**Tableau 5 : Structure des attributions de RQTH de 1996 à 2001 (en %)**

|                    | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|--------------------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Catégorie A</b> | 20   | 20   | 19,5 | 20   | 19   | 19,2 |
| <b>Catégorie B</b> | 49   | 50   | 51   | 51   | 53   | 53,6 |
| <b>Catégorie C</b> | 31   | 30   | 29,5 | 29   | 28   | 27,2 |
| <b>Total</b>       | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  |

Sources : DGEFP

**Tableau 6 : Structure des décisions d'orientation de 1996 à 2001 (en %)**

| Orientations            | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|
| <b>Milieu protégé</b>   | 39   | 37   | 37   | 37   | 35   | 34,7 |
| <b>Milieu ordinaire</b> | 48   | 49   | 49,5 | 50   | 53   | 53   |
| <b>Formation</b>        | 13   | 14   | 13,5 | 13   | 12   | 12,3 |
| <b>Total</b>            | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  | 100  |

Sources : DGEFP, DREES

# CHAPITRE II

## > L'emploi des travailleurs handicapés dans les établissements d'au moins 20 salariés

### *Axes principaux de la loi du 10 juillet 1987*

L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) et assimilés (ayants droit, etc.) pour tous les établissements d'au moins 20 salariés implique, soit de compter directement au moins 6 % de travailleurs handicapés dans l'effectif salarié, soit de concourir indirectement à l'emploi de travailleurs handicapés par le recours à des alternatives limitativement énumérées par la loi (voir encadré 1).

**Tableau 7 : Contribution nette collectée par l'Agefiph au titre de l'exercice n-1 (en millions d'euros), de 1996 à 2001**

| 1996    | 1997    | 1998   | 1999    | 2000    | 2001    |
|---------|---------|--------|---------|---------|---------|
| 253,239 | 260,405 | 79,005 | 300,808 | 319,919 | 349,138 |

Source : Agefiph

En 2000, une grande majorité d'établissements (près de 60 %) emploie des travailleurs handicapés dont plus du tiers remplit son obligation par le seul emploi direct. À l'opposé, 37 % des établissements assujettis à l'obligation d'emploi n'emploient aucun travailleur handicapé.

L'emploi des travailleurs handicapés dans les établissements assujettis est resté stable de 1996 à 2000 même si vers la fin de période le volume des embauches a progressé (voir tableau 10). Le taux d'emploi est demeuré constant durant la période du fait de la croissance dans le même temps du total de l'effectif salarié assujetti (voir tableau 13). Ce taux est plus fort dans l'industrie que dans le tertiaire. La population des travailleurs handicapés de ces établissements est plutôt masculine, assez âgée et peu qualifiée. L'ancienneté moyenne dans l'établissement est élevée (voir graphique 2).

Seule modification de cet ensemble, la structure par catégorie administrative de cette population se caractérise par la croissance relative des titulaires d'une RQTH au détriment des accidentés du travail.

### *Les établissements assujettis à l'obligation*

**Tableau 8 : Établissements soumis<sup>1</sup> et établissements assujettis en 1998**

|                  | 20-49  | 50-99  | 100-199 | 200-499 | 500 et + | Total   |
|------------------|--------|--------|---------|---------|----------|---------|
| Étab. soumis     | 68 044 | 19 752 | 10 350  | 5 029   | 1 668    | 104 843 |
| % soumis         | 65 %   | 18,8 % | 10 %    | 4,7 %   | 1,5 %    | 100 %   |
| Étab. assujettis | 56 411 | 18 195 | 10 229  | 4 931   | 1 658    | 91 424  |
| % assujettis     | 62 %   | 20 %   | 11 %    | 5 %     | 2 %      | 100 %   |

Sources : DARES, DOETH

1- La distinction entre établissements soumis à la loi et établissements réellement assujettis vient du fait qu'un certain nombre d'établissements sont de création trop récente (moins de 3 ans) ou offrent une gamme d'emplois non pris en compte dans le calcul de l'obligation ou encore emploient de nombreux salariés à temps partiel (voir encadré 1, p. 25), tous éléments qui les font descendre sous le seuil d'assujettissement.

**Tableau 9 : L'emploi des travailleurs handicapés par sexe, âge et niveau de qualification de 1996 à 2000**

|                              | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    | 2000    |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Sexe</b>                  |         |         |         |         |         |
| Hommes (en %)                | 75      | 74      | 73      | 68      | 68      |
| Femmes (en %)                | 25      | 26      | 27      | 32      | 32      |
| Ensemble                     | 100     | 100     | 100     | 100     | 100     |
| Nombre de TH                 | 221 200 | 220 000 | 210 000 | 215 000 | 219 000 |
| <b>Âges (en %)</b>           |         |         |         |         |         |
| Moins de 25 ans              | 2       | 2       | 1       | 2       | 2       |
| 25-49 ans                    | 61      | 62      | 62      | 62      | 62      |
| 50 ans et plus               | 37      | 36      | 37      | 36      | 36      |
| Ensemble                     | 100     | 100     | 100     | 100     | 100     |
| <b>Qualifications (en %)</b> |         |         |         |         |         |
| Chefs d'entreprise           | 6       | 6       | 5       | 5       | 5       |
| Professions intermédiaires   | 16      | 16      | 16      | 16      | 16      |
| Employés                     | 23      | 23      | 23      | 27      | 25      |
| Ouvriers qualifiés           | 36      | 36      | 36      | 33      | 32      |
| Ouvriers non qualifiés       | 19      | 19      | 20      | 19      | 22      |
| Ensemble                     | 100     | 100     | 100     | 100     | 100     |

Sources : DARES, DOETH

**Tableau 10 : Les embauches de travailleurs handicapés dans les établissements assujettis de 1996 à 2000**

|           | 1996  | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   |
|-----------|-------|--------|--------|--------|--------|
| Embauches | 9 500 | 10 000 | 12 000 | 13 653 | 17 169 |

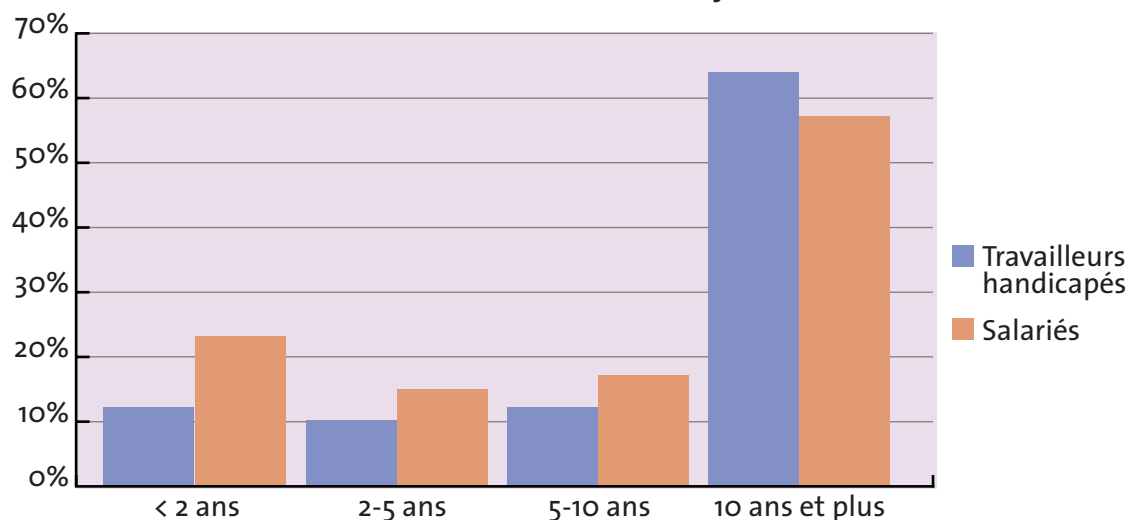
Sources : DARES, DOETH

**Tableau 11 : Répartition des travailleurs handicapés selon leur ancienneté dans l'établissement de 1996 à 2000**

|             | 1996  | 1997  | 1998  | 2000  |
|-------------|-------|-------|-------|-------|
| 0 à 4 ans   | 16 %  | 18 %  | 19 %  | 23 %  |
| 5 à 9 ans   | 14 %  | 14 %  | 15 %  | 13 %  |
| 10 ans et + | 70 %  | 68 %  | 66 %  | 64 %  |
| Total       | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |

Sources : DARES, DOETH

Graphique 2 : Comparaison de l'ancienneté des travailleurs handicapés et des autres salariés dans les établissements assujettis en 2000



Graphique 3 : La répartition par catégorie de travailleurs handicapés de 1990 à 2000

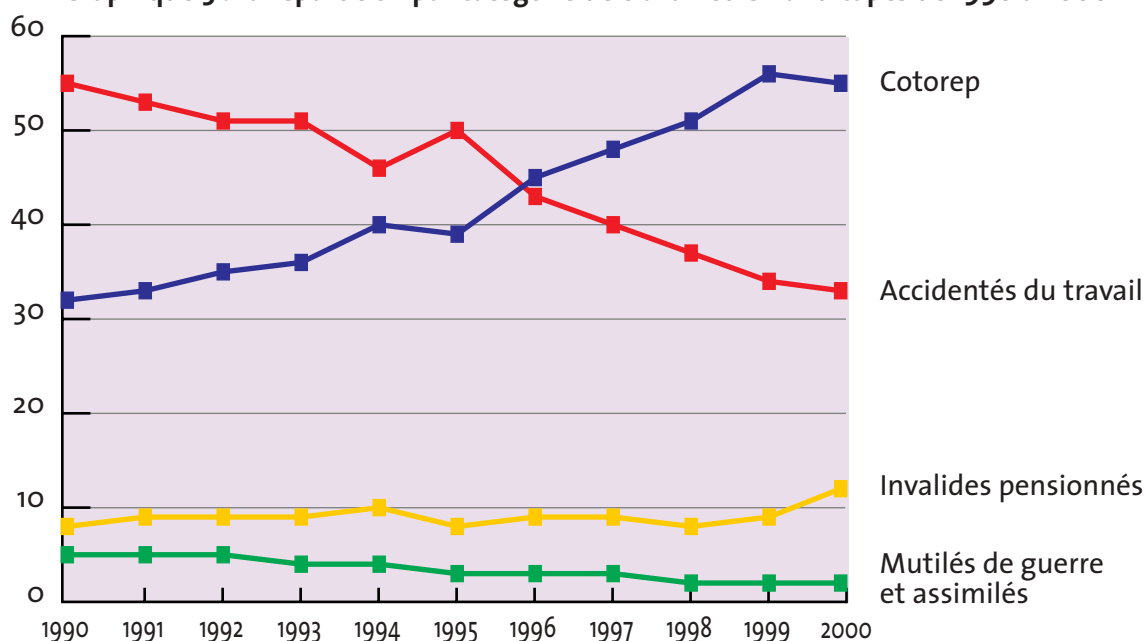


Tableau 12 : Répartition des travailleurs handicapés par sexe et catégorie administrative de handicap en 1997 et en 2000

|                                       | 1997    |        |         | 2000    |        |         |
|---------------------------------------|---------|--------|---------|---------|--------|---------|
|                                       | H       | F      | T       | H       | F      | T       |
| <b>Cotorep</b>                        | 71 223  | 3 4079 | 105 386 | 77 211  | 42 449 | 119 660 |
| <b>Accidentés du travail</b>          | 77 176  | 11 960 | 89 001  | 58 789  | 13 402 | 72 188  |
| <b>Invalides pensionnés</b>           | 8 286   | 10 495 | 18 850  | 7 894   | 15 700 | 25 594  |
| <b>Mutilés de guerre et assimilés</b> | 6 257   | 222    | 6 462   | 3 662   | 119    | 3 781   |
| <b>Total</b>                          | 162 942 | 56 756 | 219 699 | 147 556 | 71 670 | 221 223 |

Sources : DARES, DOETH

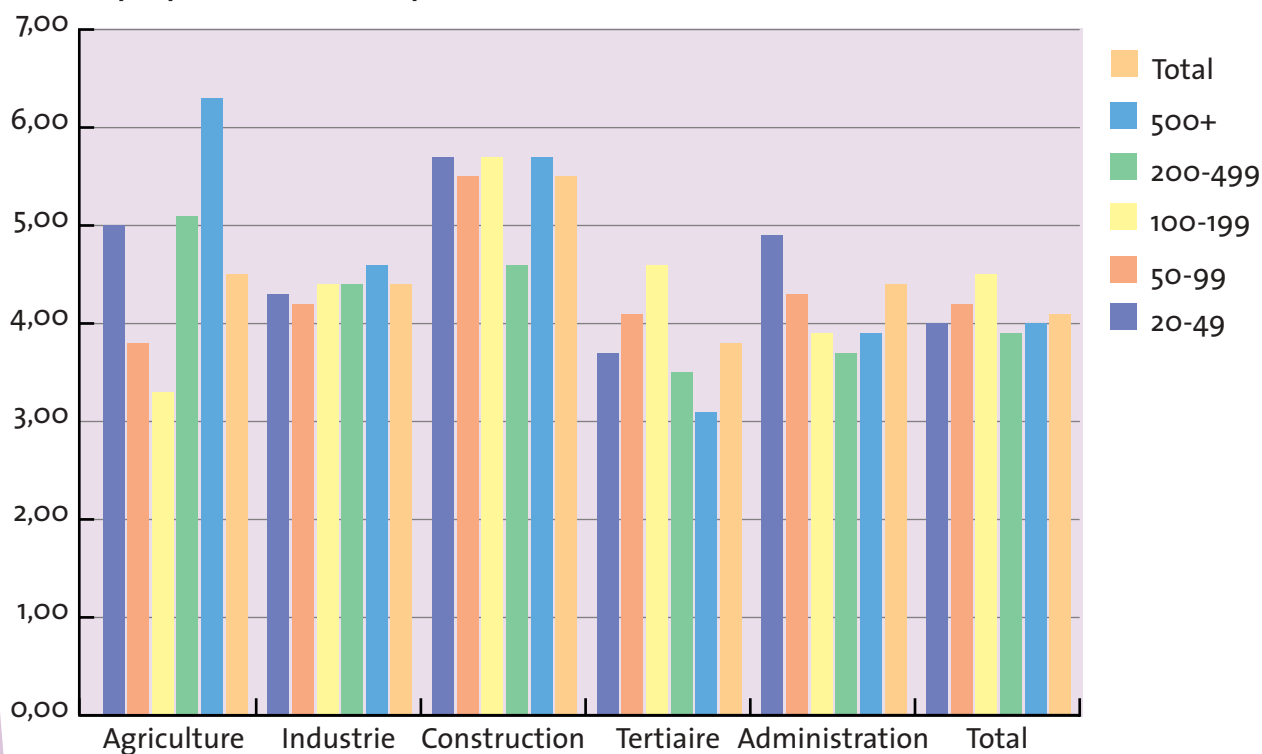
## Le taux d'emploi de travailleurs handicapés

Tableau 13 : Évolution du taux d'emploi des travailleurs handicapés de 1996 à 2000

|  | 1996 | 1997 | 1998 | 2000 |
|--|------|------|------|------|
| Taux d'emploi légal<br>(en "unités bénéficiaires") | 4,00 | 4,00 | 3,97 | 4,1  |
| Nombre de travailleurs<br>handicapés/emploi total  | 3,1  | 3,1  | 2,8  | 2,8  |

Sources : DARES, DOETH

Graphique 4 : Le taux d'emploi selon la taille et le secteur d'activité en 2000



Sources : DARES, DOETH

Tableau 14 : La répartition des différentes catégories de travailleurs handicapés selon le secteur d'activité en 2000 (en %)

|  | Cotorep | Accidentés<br>du travail | Invalides<br>pensionnés | Mutilés<br>de guerre | Ensemble |
|--|---------|--------------------------|-------------------------|----------------------|----------|
| Agriculture                              | 0       | 1                        | 0                       | 0                    | 0        |
| Industrie                                | 39      | 54                       | 32                      | 44                   | 43       |
| Construction                             | 1       | 9                        | 1                       | 4                    | 4        |
| Tertiaire (y compris<br>le non-marchand) | 60      | 36                       | 67                      | 52                   | 53       |
| Ensemble                                 | 100     | 100                      | 100                     | 100                  | 100      |

Sources : DARES, DOETH

# CHAPITRE III > Le travail en milieu protégé

Les ateliers protégés (AP), dont le nombre et les effectifs employés augmentent régulièrement depuis 5 ans, sont soumis aux mêmes règles que les établissements ordinaires, et les salariés sont régis par les mêmes textes que les autres salariés. Ils bénéficient cependant, via l'établissement, d'aides de l'État sous forme de subventions et de compléments de salaires (abattements de salaire au bénéfice de l'employeur et, en contrepartie, garantie de ressources aux travailleurs handicapés, voir Code du travail, article L. 323-6, alinéa 2).

Dans les centres d'aide par le travail (CAT), les travailleurs handicapés n'ont pas le statut de salarié et leur rémunération n'est donc pas un salaire.

L'employeur verse une rémunération directe et l'État un complément. Le mécanisme de la garantie de ressources joue également pour ces travailleurs (voir page 27-28).

**Tableau 15 : Les travailleurs handicapés dans les ateliers protégés de 1995 à 2000**

|   | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   | 2000   |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Nombre d'ateliers protégés</b>                   | 465    | 480    | 493    | 515    | 532    | 549    |
| <b>Nombre de salariés handicapés</b>                | 13 695 | 14 209 | 15 039 | 16 095 | 16 765 | 18 268 |
| <b>Nombre moyen de TH/AP</b>                        | 29,45  | 29,6   | 30,5   | 31,25  | 31,5   | 33,3   |
| <b>Croissance du nombre d'ateliers protégés*</b>    |        | 3 %    | 3 %    | 4 %    | 3 %    | 3 %    |
| <b>Croissance du nombre de salariés handicapés*</b> |        | 4 %    | 6 %    | 7 %    | 4 %    | 9 %    |

Sources : DGEFP, Rapport DOETH

\* par rapport à l'année précédente

**Tableau 16 : Les travailleurs handicapés dans les centres d'aide par le travail de 1995 à 1999**

|  | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Nombre de CAT</b>                     | 1 284  | Nd     | 1 313  | Nd     | Nd     |
| <b>Nombre de travailleurs handicapés</b> | 84 372 | 87 120 | 89 547 | 91 811 | 93 811 |

Source : DGAS

# CHAPITRE IV

## > L'emploi des handicapés dans la fonction publique d'État

L'emploi handicapé représente 3 % de l'emploi public total. En raison de modalités de calcul différentes du secteur privé, la comparaison directe avec le taux d'emploi du secteur privé au sens de la loi du 10 juillet 1987 n'a pas de sens. En effet, chaque bénéficiaire de la loi de 1987 compte pour une seule unité dans le secteur public sans qu'aucune pondération puisse être opérée en fonction notamment de la gravité du handicap, de l'âge ou du caractère nouveau du recrutement comme cela est le cas pour les entreprises privées. En outre, les administrations à la différence des entreprises privées ne peuvent exclure de l'assiette du calcul du taux certaines catégories de personnels pour lesquelles il ne peut, par définition, être recruté de travailleurs handicapés (article D. 323.3 du Code du travail). À l'inverse les administrations comptabilisent les anciens militaires bénéficiaires de la voie des emplois réservés parmi les bénéficiaires de la loi de 1987.

**Tableau 17 : Les travailleurs handicapés dans la fonction publique d'État de 1995 à 1998**

|   | 1995             | 1996             | 1997             | 1998       |
|---|------------------|------------------|------------------|------------|
| <b>Effectif handicapé, tous ministères hors</b>     |                  |                  |                  |            |
| Éducation nationale                                 | 42 558           | 43 107           | 42 009           | 42 861     |
| Éducation nationale*                                | 25 657           | 25 657           | 23 800           | Nd         |
| <b>Total</b>  | <b>68 215</b>    | <b>68 764</b>    | <b>65 809</b>    | <b>Nd</b>  |
| <b>Effectifs civils hors</b>                        |                  |                  |                  |            |
| Éducation nationale                                 | 1 101 542        | 1 159 227        | 1 093 351        | 1 107 490  |
| <b>Effectif</b>                                     |                  |                  |                  |            |
| Éducation nationale                                 | 1 082 540        | 1 082 540        | 1 120 000        | Nd         |
| <b>Effectif total</b>                               | <b>2 184 082</b> | <b>2 241 767</b> | <b>2 213 351</b> | <b>Nd</b>  |
| <b>Taux d'emploi total hors Éducation nationale</b> | <b>3 %</b>       | <b>3 %</b>       | <b>3 %</b>       | <b>4 %</b> |

Source : DGAFP

\* Le taux d'emploi est comparable au ratio "nombre de travailleurs handicapés sur l'emploi total" des entreprises de plus de 20 salariés (voir tableau 14).

# CHAPITRE V

## > Synthèse sur l'emploi des travailleurs handicapés

Grâce à l'enquête "Handicap Invalidité Dépendance" réalisée par l'INSEE en décembre 1999, on a une photographie de l'emploi total des travailleurs handicapés<sup>2</sup>.

**Tableau 18 : Activité, emploi, chômage des personnes handicapées (fin 1999)**

|   | Milieu ordinaire du privé | Milieu ordinaire de l'administration | Milieu protégé | Total actifs occupés | Chômeurs       | Total actifs   |
|---|---------------------------|--------------------------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------|
| Titulaire d'une RQTH Cotorep                                  | 163 811                   | 70 819                               | 88 197         | 322 827              | 120 622        | 443 449        |
| Accidentés du travail (incapacité permanente de plus de 10 %) | 71 991                    | 13 132                               | 2 076          | 87 199               | 16 641         | 103 840        |
| Invalides pensionnés (Sec. soc.)                              | 31 893                    | 2 830                                | 2 484          | 37 207               | 20 698         | 57 905         |
| Mutilés de guerre et assimilés                                | 7 954                     | 4 140                                | 0              | 12 094               | 675            | 12 769         |
| Reconnaissance de handicap non précisée                       | 59 556                    | 25 730                               | 2 076          | 87 362               | 12 470         | 99 832         |
| <b>Ensemble des travailleurs handicapés</b>                   | <b>335 205</b>            | <b>116 651</b>                       | <b>94 833</b>  | <b>546 689</b>       | <b>171 106</b> | <b>717 795</b> |

Source : INSEE - Enquête HID 1999

2- « L'emploi et le chômage des personnes handicapées en 1999 », in *Premières Synthèses* n° 44.3, novembre 2001, DARES.

# CHAPITRE VI > Le chômage des personnes handicapées

**Tableau 19 a : Nombre de demandeurs d'emploi handicapés (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8) de 1997 à 2002 (fin novembre)**

|                 | Cat. 1  | Cat. 2 | Cat. 3 | Cat. 6 | Cat. 7 | Cat. 8 | Ensemble |
|-----------------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|----------|
| 1997            | 142 135 | 35 286 | 2 590  | 10 631 | 2 177  | 211    | 193 030  |
| 1998            | 147 855 | 43 577 | 5 054  | 12 489 | 2 889  | 519    | 212 383  |
| 1999            | 144 175 | 52 759 | 7 591  | 14 946 | 4 370  | 1 054  | 224 895  |
| 2000            | 132 493 | 58 557 | 10 225 | 15 102 | 5 489  | 1 542  | 223 408  |
| 2001            | 140 015 | 62 752 | 11 951 | 14 239 | 6 200  | 1 708  | 236 865  |
| 2002 (novembre) | 142 771 | 66 454 | 13 640 | 13 820 | 5 944  | 1 951  | 244 580  |

Source : ANPE, France métropolitaine

**Tableau 19 b : Nombre de demandeurs d'emploi hors handicapés (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8) de 1997 à 2002 (fin novembre)**

|                 | Cat. 1    | Cat. 2  | Cat. 3  | Cat. 6  | Cat. 7 | Cat. 8 | Ensemble  |
|-----------------|-----------|---------|---------|---------|--------|--------|-----------|
| 1997            | 2 989 730 | 311 017 | 90 320  | 465 541 | 45 807 | 20 031 | 3 922 446 |
| 1998            | 2 838 731 | 361 807 | 138 741 | 495 570 | 56 369 | 31 922 | 3 923 140 |
| 1999            | 2 493 174 | 407 239 | 173 493 | 516 050 | 71 141 | 49 583 | 3 710 680 |
| 2000            | 2 076 884 | 412 292 | 199 058 | 440 663 | 78 522 | 67 979 | 3 275 398 |
| 2001            | 2 264 067 | 453 151 | 232 564 | 412 660 | 83 635 | 74 433 | 3 520 510 |
| 2002 (novembre) | 2 223 075 | 384 227 | 249 970 | 377 207 | 73 571 | 80 686 | 3 388 736 |

Source : ANPE, France métropolitaine

**Tableau 19 c : Nombre total de demandeurs d'emploi (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8) de 1997 à 2002 (fin novembre), en France métropolitaine**

|                 | Cat. 1    | Cat. 2  | Cat. 3  | Cat. 6  | Cat. 7 | Cat. 8 | Ensemble  |
|-----------------|-----------|---------|---------|---------|--------|--------|-----------|
| 1997            | 3 131 865 | 346 303 | 92 910  | 476 172 | 47 984 | 20 242 | 4 115 476 |
| 1998            | 2 986 586 | 405 384 | 143 795 | 508 059 | 59 258 | 32 441 | 4 135 523 |
| 1999            | 2 637 349 | 459 998 | 181 084 | 530 996 | 75 511 | 50 637 | 3 935 575 |
| 2000            | 2 209 377 | 470 849 | 209 283 | 455 765 | 84 011 | 69 521 | 3 498 806 |
| 2001            | 2 404 082 | 515 903 | 244 515 | 426 899 | 89 835 | 76 151 | 3 757 385 |
| 2002 (novembre) | 2 365 846 | 450 681 | 263 610 | 391 027 | 79 515 | 82 637 | 3 633 316 |

Source : ANPE, France métropolitaine

Les personnes handicapées au chômage n'ont profité que très tardivement – en 2000 seulement – de l'amélioration de la situation du marché du travail. Les tableaux suivants permettent de comparer le profil des demandeurs d'emploi handicapés et des autres demandeurs d'emploi : voir encadré 4 page 27. Le profil du chômeur handicapé ressemble sensiblement à celui du travailleur handicapé des établissements de plus de 20 salariés : c'est le plus souvent un homme assez âgé, peu diplômé et peu qualifié.

**Tableau 20 : Part des travailleurs handicapés (catégorie 1) dans le total des demandeurs d'emploi (catégorie 1) de 1997 à 2002 (fin novembre)**

|  | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 (fin novembre) |
|--|------|------|------|------|------|---------------------|
|  | 4,7  | 5,09 | 5,75 | 6,4  | 6,4  | 6,0                 |

Source : ANPE

## Les caractéristiques des chômeurs handicapés

Tableau 21 : Répartition par sexe à la fin novembre 2002 des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

|          | Demandeurs d'emploi handicapés | Autres demandeurs d'emploi |
|----------|--------------------------------|----------------------------|
| Femmes   | 32,8 %                         | 49,2%                      |
| Hommes   | 67,2%                          | 50,8%                      |
| Ensemble | 100%                           | 100%                       |

Source : ANPE

Tableau 22 : Répartition par âge à la fin novembre 2002 des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

|                | Demandeurs d'emploi handicapés | Autres demandeurs d'emploi |
|----------------|--------------------------------|----------------------------|
| < 26 ans       | 7,4 %                          | 24,6 %                     |
| 26 à 49 ans    | 68,4 %                         | 61,5 %                     |
| 50 ans et plus | 24,2 %                         | 13,9 %                     |
| Ensemble       | 100 %                          | 100 %                      |

Source : ANPE

Tableau 23 : Répartition par niveau de formation à la fin novembre 2002, des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

|               | Demandeurs d'emploi handicapés | Autres demandeurs d'emploi |
|---------------|--------------------------------|----------------------------|
| Non précisé   | 0,2 %                          | 1,9 %                      |
| >= Bac +3     | 2,5 %                          | 11 %                       |
| Bac +2        | 4,2 %                          | 10,9 %                     |
| Bac           | 10,3 %                         | 17,3 %                     |
| CAP ou BEP    | 45,9 %                         | 36,4 %                     |
| BEPC ou moins | 36,9 %                         | 22,5 %                     |
| Total         | 100 %                          | 100 %                      |

Source : ANPE

Tableau 24 : Répartition à la fin novembre 2002 selon la qualification des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

|                          | Demandeurs d'emploi handicapés | Autres demandeurs d'emploi |
|--------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| Non renseigné            | 0,3 %                          | 1,6 %                      |
| Ouvriers non qualifiés   | 19,9 %                         | 11,5 %                     |
| Ouvriers qualifiés       | 16,7 %                         | 12,9 %                     |
| Employé non qualifié     | 25,1 %                         | 17,8 %                     |
| Employé qualifié         | 30,6 %                         | 37,3 %                     |
| Agent maîtrise technique | 5,1 %                          | 9,1 %                      |
| Cadres                   | 2,3 %                          | 9,8 %                      |
| Total                    | 100 %                          | 100 %                      |

Source : ANPE

Tableau 25 : Le chômage des travailleurs handicapés dans les régions en 2000 (catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8)

|                      | Demandeurs d'emploi handicapés | Autres demandeurs d'emploi | Total            | Demandeurs d'emploi handicapés en % | Autres demandeurs d'emploi en % |
|----------------------|--------------------------------|----------------------------|------------------|-------------------------------------|---------------------------------|
| Ile-de-France        | 26 450                         | 575 070                    | 601 520          | 11,9                                | 17,6                            |
| Champagne-Ardennes   | 5 680                          | 74 200                     | 79 880           | 3                                   | 2,3                             |
| Picardie             | 6 840                          | 112 330                    | 119 170          | 3                                   | 3,4                             |
| Haute-Normandie      | 6 740                          | 117 520                    | 124 260          | 3                                   | 3,6                             |
| Centre               | 8 870                          | 117 770                    | 126 640          | 4                                   | 3,6                             |
| Basse-Normandie      | 5 680                          | 75 150                     | 80 830           | 3                                   | 2,4                             |
| Bourgogne            | 6 540                          | 79 320                     | 85 860           | 3                                   | 2,4                             |
| Nord-Pas-de-Calais   | 16 760                         | 267 460                    | 284 220          | 8                                   | 8,2                             |
| Lorraine             | 7 970                          | 108 170                    | 116 140          | 4                                   | 3,3                             |
| Alsace               | 4 190                          | 59 300                     | 63 490           | 2                                   | 2                               |
| Franche-Comté        | 3 920                          | 46 170                     | 50 090           | 2                                   | 1                               |
| Pays-de-Loire        | 11 430                         | 174 430                    | 185 860          | 5                                   | 5,3                             |
| Bretagne             | 12 330                         | 146 690                    | 159 020          | 6                                   | 4,3                             |
| Poitou-Charente      | 7 130                          | 95 940                     | 103 070          | 3                                   | 3                               |
| Aquitaine            | 15 070                         | 180 440                    | 195 510          | 7                                   | 6                               |
| Midi-Pyrénées        | 12 230                         | 161 590                    | 173 820          | 5                                   | 5                               |
| Limousin             | 2 970                          | 30 860                     | 33 830           | 1                                   | 1                               |
| Rhône-Alpes          | 23 250                         | 274 160                    | 297 410          | 10                                  | 8,3                             |
| Auvergne             | 5 790                          | 71 600                     | 77 390           | 3                                   | 2                               |
| Languedoc-Roussillon | 12 100                         | 176 080                    | 188 180          | 5                                   | 5,3                             |
| Provence             | 20 210                         | 318 140                    | 338 350          | 9                                   | 10                              |
| Corse                | 910                            | 15 460                     | 16 370           | 0                                   | 0                               |
| <b>Total</b>         | <b>223 060</b>                 | <b>3 277 850</b>           | <b>3 500 910</b> | <b>100</b>                          | <b>100</b>                      |

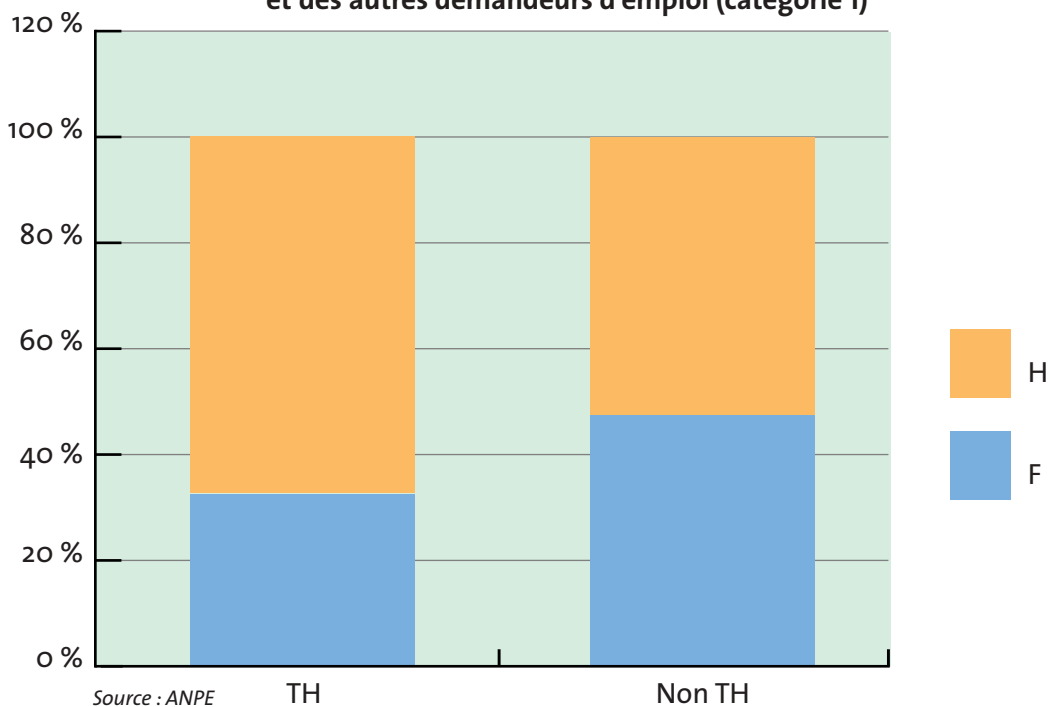
Source : ANPE

Tableau 26 : La durée du chômage des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)

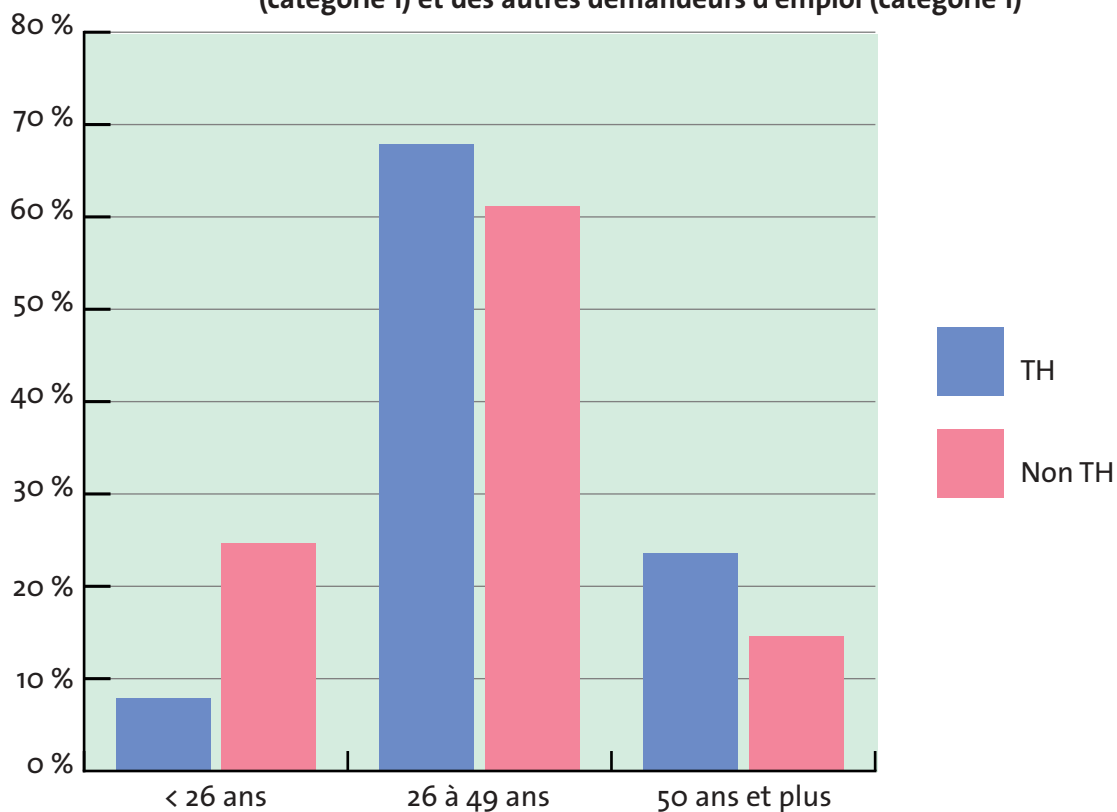
| Durée         | Demandeurs d'emploi handicapés (%) | Autres demandeurs d'emploi (%) |
|---------------|------------------------------------|--------------------------------|
| 1 à 6 mois    | 34                                 | 44                             |
| 7 à 12 mois   | 19                                 | 18                             |
| de 1 à 2 ans  | 20                                 | 18                             |
| 2 ans ou plus | 27                                 | 20                             |
| <b>Total</b>  | <b>100</b>                         | <b>100</b>                     |

Source : ANPE

**Graphique 5 : Répartition par sexe des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)**



**Graphique 6 : Répartition par groupes d'âges des demandeurs d'emploi handicapés (catégorie 1) et des autres demandeurs d'emploi (catégorie 1)**



# CHAPITRE VII > Éléments de la dépense publique en faveur des travailleurs handicapés

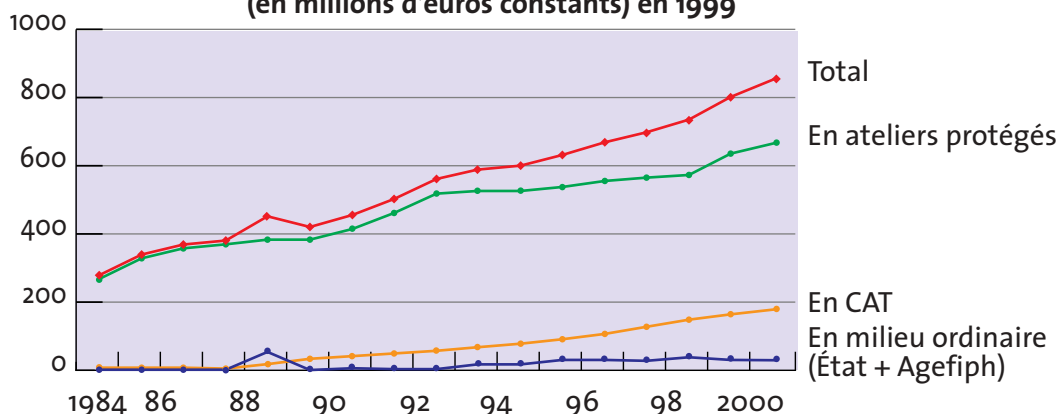
L'État compense une partie des salaires des travailleurs handicapés qui travaillent dans les ateliers protégés (AP), les centres d'aide par le travail (CAT) et dans le milieu ordinaire : c'est la garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH).

**Tableau 27 : Dépense de GRTH par structure d'accueil (en millions d'euros courants et en %)**

|   | 1995   | 1996   | 1997  | 1998    | 1999    | 2000    |
|---|--------|--------|-------|---------|---------|---------|
| <b>En CAT</b>                               | 572    | 611    | 635   | 658     | 696,655 | 696,65  |
| <b>Part dans l'ensemble</b>                 | 83 %   | 84 %   | 81 %  | 82 %    | 82 %    | 82 %    |
| <b>En ateliers protégés</b>                 | 88,35  | 88,60  | 100   | 109,404 | 118     | 122,476 |
| <b>Part dans l'ensemble</b>                 | 13 %   | 12 %   | 13 %  | 14 %    | 14 %    | 14 %    |
| <b>En milieu ordinaire (État + Agefiph)</b> | 28,82  | 29,65  | 43,7  | 31,88   | 32,70   | 33,543  |
| <b>Part dans l'ensemble</b>                 | 4 %    | 4 %    | 6 %   | 4 %     | 4 %     | 4 %     |
| <b>GRTH</b>                                 | 689,17 | 729,25 | 778,7 | 799,284 | 847,355 | 852,669 |
| <b>Ensemble</b>                             | 100 %  | 100 %  | 100 % | 100 %   | 100 %   | 100 %   |

Source : DARES

**Graphique 7 : Dépenses de garanties de ressources des travailleurs handicapés (en millions d'euros constants) en 1999**



Source : DARES

Les aides consenties aux ateliers protégés sous forme de subventions à l'investissement et au fonctionnement ont été regroupées en 1999 (application en 2000) en une "subvention d'accompagnement et de développement". Une circulaire en a précisé et normalisé les critères d'attribution.

**Tableau 28 : Subventions aux ateliers protégés (en millions d'euros)**

|                            | 1995    | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   | 2000       |
|----------------------------|---------|--------|--------|--------|--------|------------|
| <b>Pour fonctionnement</b> | 18,1430 | 18,295 | 21,192 | 22,107 | 24,637 | 24,392     |
| <b>Pour investissement</b> | 3,049   | 3,049  | 2,287  | 0,610  | 0,305  | sans objet |
| <b>Fonds garantie</b>      |         | 0,7623 | 0,7623 | ND     | 0,1525 | 0,30492    |

Sources : DARES, DGEFP (MAF)

# CHAPITRE VIII

## > Les interventions publiques en faveur des travailleurs handicapés

### *Les personnes handicapées dans la politique de l'emploi*

Ici ne sont prises en compte que les interventions de l'État, celles de l'Agefiph qui intervient fortement en faveur de l'insertion professionnelle des personnes handicapées, ne sont pas comptabilisées.

Parmi les diverses mesures de la politique de l'emploi bénéficiant aux personnes handicapées, on peut identifier notamment (*voir encadré 3 pour plus d'informations, page 26*) :

**Tableau 29 : Les personnes handicapées dans les contrats initiative emploi (secteur marchand).  
Évolution 1998-2001 (fin décembre)**

| Sexe            | 1998      |     | 1999      |     | 2000      |     | 2001      |     |
|-----------------|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|-----------|-----|
|                 | Effectifs | %   | Effectifs | %   | Effectifs | %   | Effectifs | %   |
| Femmes          | 5 929     | 25  | 5 885     | 25  | 6 218     | 27  | 5 033     | 29  |
| Hommes          | 17 787    | 75  | 17 657    | 75  | 17 186    | 73  | 12 504    | 71  |
| Ensemble        | 23 716    | 100 | 23 542    | 100 | 23 404    | 100 | 17 537    | 100 |
| <b>Âges</b>     |           |     |           |     |           |     |           |     |
| Moins de 26 ans | 3 557     | 15  | 3 060     | 13  | 2 916     | 12  | 2 029     | 12  |
| 26 à 49 ans     | 7 550     | 74  | 17 657    | 75  | 17 284    | 74  | 12 620    | 72  |
| 50 ans et plus  | 2 609     | 11  | 2 825     | 12  | 3 204     | 14  | 2 888     | 16  |
| Ensemble        | 13 716    | 100 | 23 542    | 100 | 23 404    | 100 | 17 537    | 100 |

Source : DARES

**Tableau 30 : Les personnes handicapées dans les contrats emploi consolidé (secteur non-marchand).  
Situation au 31 décembre 2001**

|                                 | 1996  | 1997  | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   |
|---------------------------------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|
| Contrat emploi consolidé        | 7 833 | 9 743 | 12 201 | 14 800 | 18 098 | 21 397 |
| Part dans le total des contrats | 10 %  | 10 %  | 11,3 % | 11,5 % | 12,5 % | 13,6 % |

Source : DARES

Tableau 31 : Les personnes handicapées dans les contrats emploi solidarité (secteur non-marchand). Situation au 31 décembre 2001

|  | handicapés |       | autres     |      | ensemble   |      |
|--|------------|-------|------------|------|------------|------|
|  | Effectif   | %     | Effectif   | %    | Effectif   | %    |
| <b>Total</b>                           | 18 976     | 9,8   | 174 879,00 | 90,2 | 193 855,00 | 100  |
| <b>Sexe</b>                            |            |       |            |      |            |      |
| Femmes                                 | 9 469      | 49,9  | 119 267,48 | 68,2 | 128 736,48 | 66,4 |
| Hommes                                 | 9 507      | 50,1  | 55 611,52  | 31,8 | 65 118,52  | 33,6 |
| <b>Total</b>                           | 18 976     | 100   | 174 879,00 | 100  | 193 855,00 | 100  |
| <b>Âge</b>                             |            |       |            |      |            |      |
| -26 ans                                | 2 846      | 15    | 32 527,49  | 18,6 | 35 373,49  | 18,2 |
| 26-49 ans                              | 13 435     | 70,8  | 118 917,72 | 68   | 132 352,72 | 68,3 |
| +50 ans                                | 2 695      | 14,2  | 23 433,79  | 13,4 | 26 128,79  | 13,5 |
| <b>Total</b>                           | 18 976     | 100   | 174 879,00 | 100  | 193 855,00 | 100  |
| <b>Formation</b>                       |            |       |            |      |            |      |
| Niveau BAC ou BT                       | 2 505      | 13,2  | 28 155,52  | 16,1 | 30 660,52  | 15,8 |
| Niveau CAP, BP                         | 9 184      | 48,4  | 76 946,76  | 44   | 86 130,76  | 44,4 |
| Aucune formation                       | 7 287      | 38,4  | 69 776,72  | 39,9 | 77 063,72  | 39,8 |
| <b>Total</b>                           | 18 976     | 100   | 174 879,00 | 100  | 193 855,00 | 100  |
| <b>Situation avant le contrat</b>      |            |       |            |      |            |      |
| <b>Bénéficiaire du RMI</b>             |            |       |            |      |            |      |
| Bénéficiaire de l'ASS                  | 2 892      | 15,24 | 64 180,59  | 36,7 | 67 072,59  | 34,6 |
| Plus de 50 ans sans emploi depuis 1 an | 1 727      | 9,1   | 16 438,63  | 9,4  | 18 165,63  | 9,4  |
| <b>Inscription ANPE</b>                | 1 955      | 10,3  | 20 285,96  | 11,6 | 22 240,96  | 11,5 |
| Plus d'un an                           | 11 841     | 62,4  | 136 755,38 | 78,2 | 148 596,38 | 76,6 |
| Moins d'un an                          | 5 731      | 30,2  | 28 505,28  | 16,3 | 34 236,28  | 17,7 |
| Non inscrit                            | 1 404      | 7,4   | 9 618,35   | 5,5  | 11 022,35  | 5,7  |
| <b>Total</b>                           | 18 976     | 100   | 174 879,01 | 100  | 193 855,01 | 100  |
| <b>Durée prévue des contrats</b>       |            |       |            |      |            |      |
| Moins de 6 mois                        | 2 049      | 10,8  | 25 182,58  | 14,4 | 27 231,58  | 14   |
| 6 mois                                 | 6 397      | 33,71 | 87 789,26  | 50,2 | 94 186,26  | 48,6 |
| Plus de 6 mois                         | 10 530     | 55,49 | 61 907,17  | 35,4 | 72 437,17  | 37,4 |
| <b>Total</b>                           | 18 976     | 100   | 174 879,01 | 100  | 193 855,01 | 100  |
| <b>Employeur</b>                       |            |       |            |      |            |      |
| <b>Collectivités territoriales</b>     |            |       |            |      |            |      |
| Établissements publics                 | 3 909      | 20,6  | 42 670,48  | 24,4 | 46 579,48  | 24   |
| Associations                           | 8 330      | 43,9  | 68 202,81  | 39   | 76 532,81  | 39,5 |
| Autres                                 | 6 453      | 34    | 61 207,65  | 35   | 67 660,65  | 34,9 |
| <b>Total</b>                           | 285        | 1,5   | 2 798,06   | 1,6  | 3 083,06   | 1,6  |
| <b>Total</b>                           | 18 977     | 100   | 174 879,00 | 100  | 193 856,00 | 100  |

Source : DARES

# ENCADRÉ 1

## Les axes principaux de la loi du 10 juillet 1987

L'obligation d'emploi des handicapés et assimilés pour tous les établissements de 20 salariés et plus peut se résumer ainsi :

1. Une obligation principale d'emploi d'un quota de handicapés de 6 % ;
2. Des moyens complémentaires ou alternatifs pour y satisfaire, qui sont :
  - des contrats de fournitures ou de sous-traitance avec les établissements du secteur protégé à concurrence de 50 % de l'obligation,
  - l'accueil de personnes handicapées bénéficiaires d'un stage au titre de la formation professionnelle,
  - des accords (d'établissement, d'entreprise ou de branche) agréés par l'administration,
  - une contribution financière à un fonds (Agefiph).

### *Les catégories de handicapés reconnues par la loi*

- **Les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles** ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire.
- **Les handicapés** reconnus comme tels par la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep).
- **Les invalides pensionnés** : les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre d'un régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics, s'il y a réduction des 2/3 de la capacité de travail.
- **Les mutilés de guerre ou assimilés** : les titulaires d'une pension militaire d'invalidité, les veuves et les orphelins de guerre ainsi que les femmes d'invalides internés pour aliénation mentale imputable à un fait de guerre.

Un salarié handicapé peut représenter plus d'une unité s'il est très handicapé ou s'il a suivi un certain parcours professionnel : c'est ainsi que le taux d'emploi légal est défini non pas par rapport au nombre de travailleurs handicapés mais par rapport au nombre d' "unités bénéficiaires".

### *L'importance des effets de seuil*

Le taux d'emploi légal obligatoire est de 6 % de l'effectif salarié. Il est calculé en rapportant les "unités bénéficiaires" à l'effectif salarié assujetti.

La loi de 1987 sur l'emploi des handicapés définit une série de seuils. Il s'ensuit que l'obligation effective d'emploi des personnes handicapées varie beaucoup d'un établissement à l'autre selon sa taille et la nature des handicaps des personnes présentes.

Les établissements calculent leur obligation d'emploi en arrondissant l'effectif théoriquement requis au nombre entier inférieur (par exemple 1,9 embauche nécessaire devient 1 embauche). Cette possibilité crée des discontinuités et multiplie les effets de seuil. Ainsi, pour un établissement de 33 salariés, le taux réel s'établit à peine au-dessus de 3 % ( $33 \times 0,06 = 1,98$ , arrondi à 1) et à 6 % pour ceux dont l'effectif est de 50 ( $50 \times 0,06 = 3$ ).

Le seuil des 3 ans : les établissements sont dispensés de l'obligation d'emploi de salariés handicapés pendant les trois ans qui suivent leur création (ou leur passage du seuil des 20 salariés).

Le seuil des 20 salariés : ce seuil légal tient en partie à la valeur du taux d'emploi obligatoire, de 6 %. En effet, même en cas de généralisation de l'obligation, l'embauche d'un salarié handicapé ne serait actuellement obligatoire qu'à partir d'un effectif d'au moins 17 salariés ( $17 \times 0,06 = 1,02$ ).

Les établissements de 20 salariés et plus peuvent **déduire de leur effectif** certains emplois requérant des conditions d'aptitudes particulières. De nombreux établissements passent, de ce fait, sous le seuil d'assujettissement.

## ENCADRÉ 2

### L'orientation des personnes handicapées

Les **CDES** sont les institutions d'orientation des enfants et adolescents handicapés qui pourront être pris en charge dans un établissement d'éducation spéciale jusqu'à 25 ans.

L'orientation des adultes handicapés relève de la **Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep)**, organisme départemental composé d'une seule section ayant deux blocs de compétence qui sont, pour le premier la capacité et l'orientation professionnelle du travailleur handicapé, tandis que le second est chargé de l'attribution de la carte d'invalidité, des allocations, et d'éventuelles orientations vers des établissements ou services spécialisés.

Des structures de réinsertion professionnelle spécifiques ainsi que des structures d'hébergement fonctionnent également pour les adultes.

## ENCADRÉ 3

### Les CIE, les CES et les CEC

#### ***Les contrats initiative emploi (CIE)***

Les **CIE** ont pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle de publics rencontrant de grandes difficultés d'insertion (chômeurs de longue durée, bénéficiaires du RMI, travailleurs handicapés, bénéficiaires de l'ASS, etc.).

L'employeur bénéficie de deux principaux avantages : une aide forfaitaire mensuel de 330 € ou 500 € selon les caractéristiques des publics concernés qui peut le cas échéant être cumulée avec les allègements de droit commun (aide incitative pour la RTT, réduction dégressive pour les bas salaires, réduction de charges prévues par la seconde loi RTT, etc.) pendant toute la durée du contrat de travail à durée déterminée, ou pendant 24 mois si le contrat est à durée indéterminée. Enfin, une prime à la formation peut être également accordée à l'employeur lorsque celle-ci est prévue dans la convention liant l'employeur à l'ANPE.

#### ***Les contrats emploi-solidarité (CES)***

Les **CES** sont destinés à favoriser l'insertion professionnelle des personnes en grande difficulté (jeunes de 18 à 26 ans, personnes âgées de 50 ans et plus, bénéficiaires du RMI, bénéficiaires de l'ASS, etc.). Ce sont des contrats de travail à temps partiel d'une durée de 3 à 12 mois au maximum. Les employeurs éligibles au dispositif doivent appartenir au secteur non-marchand (associations, collectivités locales, comité d'entreprise, organismes de sécurité sociale, société d'HLM). En contrepartie de l'embauche de personnes en CES, les employeurs bénéficient d'un remboursement partiel du salaire (65 %, par dérogation jusqu'à 95 %) par l'État, sur la base du SMIC, d'une exonération de cotisations de sécurité sociale à hauteur de 20 heures par semaine et pour la partie n'excédant pas le SMIC, d'une aide à la formation dans la limite de 400 heures et de l'exonération de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et des participations au titre de la formation professionnelle.

#### ***Les contrats emploi consolidé (CEC)***

Les **CEC** sont accessibles aux personnes n'ayant pas trouvé d'emploi à l'issue d'un CES ou d'une formation, d'un contrat conclu avec une entreprise d'insertion ou de travail temporaire d'insertion et permettent l'embauche de publics ayant des difficultés particulières d'accès à l'emploi (chômeurs de longue durée, jeunes de 18 à 26 ans, bénéficiaires du RMI, chômeurs de 50 ans et plus, etc.) pour une durée minimale de 30 heures hebdomadaire, pour une période 12 mois au minimum renouvelable dans la limite de 60 mois. Plusieurs avantages sont accordés aux employeurs éligibles au dispositif (association, société d'HLM, personne morale chargée de la gestion d'un service public, comité d'entreprise, organisme de sécurité sociale) : une exonération de cotisations de sécurité sociale à hauteur de 130 % du SMIC et d'une durée maximale de 30 heures par semaine ; une prise en charge partielle du salaire brut correspondant au maximum à 120 % du SMIC et à 30 heures par semaine de travail. Cette aide est dégressive dans le temps : de 60 % du salaire brut la première année, elle atteint 20 % la dernière année du contrat ; une aide à la formation dans la limite de 400 heures.

## ENCADRÉ 4

### Les principales catégories de demandeurs d'emploi

**Catégorie 1** : personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, qui recherchent un emploi à durée indéterminée à temps plein.

**Catégorie 2** : personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, qui recherchent un emploi à durée indéterminée à temps partiel.

**Catégorie 3** : personnes sans emploi, immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, qui recherchent un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier.

À ces catégories, sont venues s'ajouter trois autres en mai 1994 suite à une décision du Conseil d'État. Ce sont en fait les trois premières qui sont éclatées.

**Catégorie 6** : personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, qui recherchent un emploi à durée indéterminée à temps plein.

**Catégorie 7** : personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, qui recherchent un emploi à durée indéterminée à temps partiel.

**Catégorie 8** : personnes sans emploi, non immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, qui recherchent un emploi à durée déterminée, temporaire ou saisonnier.

## ENCADRÉ 5

### Les abattements de salaire et la garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH)

Indexée sur le SMIC, la GRTH se compose de deux éléments :

- un salaire à charge de l'employeur ou de l'établissement d'accueil dont les minima sont fixés par la loi ;
- un complément de rémunération servi par l'État aux travailleurs en milieu protégé, et par l'Agefiph à ceux qui travaillent en milieu ordinaire.

Légalement, la rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire ne peut être inférieure au SMIC. Toutefois, lorsque le salarié a un rendement professionnel sensiblement diminué, des abattements de salaire peuvent être pratiqués (article L. 326-6 du Code du travail). En effet, afin de favoriser l'insertion professionnelle des personnes gravement handicapées, la Cotorep peut, à la demande de l'employeur et après avis de l'inspection du travail, décider d'une diminution de salaire par rapport à celui d'un travailleur valide accomplissant la même tâche. Ce salaire est fixé par la DDTEFP, après avis motivé de la Cotorep au vu du rapport de l'inspection du travail. Ces dernières dispositions s'appliquent aussi aux personnes en milieu protégé.

#### **Le principe général**

La garantie de ressources est fixée en pourcentage du SMIC et varie selon le type d'emploi : quatre régimes ont été prévus qui concernent le milieu protégé et l'entreprise. Contrairement à ce qui existe en milieu protégé, il n'y a pas de bonifications en milieu ordinaire.

#### **Les bénéficiaires**

La loi de 1975 prévoit que toute personne handicapée exerçant une activité professionnelle est éligible à la GRTH. Toutefois, le décret n° 77-1465 du 28 décembre 1977 qui en fixe les modalités d'application, ne concerne que les personnes handicapées exerçant une activité professionnelle salariée et reconnue par la Cotorep. Les travailleurs handicapés non-salariés sont donc de fait exclus du dispositif.

Sont donc bénéficiaires :

- les salariés en milieu ordinaire subissant un abattement de salaire ;
- les personnes handicapées travaillant dans un atelier protégé, ou dans un CAT mais seulement à l'issue de la période d'essai.

### ***Le montant de la garantie de ressources***

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, l'Agefiph assure le financement du complément de rémunération versé au titre de la garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH) à ceux exerçant une activité en milieu ordinaire de travail. L'État a conservé le financement de la GRTH en milieu protégé. Trois éléments constituent le dispositif : le salaire réel, le complément de rémunération (CR) et la garantie de ressources (GRTH = salaire + CR).

### ***En milieu protégé***

#### **• En atelier protégé (AP)**

La rémunération minimale d'un travailleur handicapé est égale au SMIC, affecté du même pourcentage que celui du rendement de l'intéressé par rapport au rendement normal. En outre, elle ne peut pas être inférieure à 35 % du SMIC. Le montant des ressources garanties étant fixé au minimum à 90 %, le complément de rémunération peut atteindre 55 % du SMIC (35 % + 55 % = 90 % SMIC). Si la rémunération initiale est comprise entre 35 % et 45 % du SMIC, le complément de rémunération versé par l'État correspond à 55 % du SMIC, si bien que la garantie de ressources peut atteindre 100 % du SMIC.

#### **• En centre d'aide par le travail (CAT)**

La rémunération d'une personne handicapée exerçant une activité dans un CAT est fonction de son rendement. Elle ne peut pas être inférieure à 5 % du SMIC. Le complément de rémunération ne peut pas dépasser 50 % du SMIC. Le montant de la garantie de ressources en CAT ne peut pas dépasser 70 % du SMIC.

### ***Les bonifications possibles***

Par le jeu des bonifications calculées en fonction du potentiel productif du travailleur handicapé, la garantie de ressources peut être majorée. Des limites sont pourtant posées :

- en atelier protégé et en centre de distribution de travail à domicile (CDTD), la garantie de ressources ne peut pas dépasser 130 % du SMIC ;
- en centre d'aide par le travail, elle peut atteindre 110 % du SMIC.

### ***En milieu ordinaire***

L'État compense, en tout ou partie, cette diminution de salaire par la garantie de ressources des travailleurs handicapés :

- lorsqu'il s'agit d'un emploi de travail protégé (réduction de salaire supérieure à 20 % mais limité à 50 % du salaire conventionnel), la garantie de ressources est limitée au SMIC ;
- pour les abattements de salaire ne dépassant pas 20 % du salaire de référence, la garantie de ressources peut atteindre 130 % du SMIC, mais le niveau de compensation par le complément de rémunération versé par l'État est plafonné à 20 % du SMIC. En même temps qu'il verse le complément de rémunération, l'État assure la compensation de certaines cotisations sociales patronales assises sur ce complément.

# Lexique des abréviations

**Agefiph** : Association nationale de GEstion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées

**ASS** : Allocation Spécifique de Solidarité

**ANPE** : Agence Nationale Pour l'Emploi

**AP** : Atelier Protégé

**Assédic** : ASSociation pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce

**CAT** : Centre d'Aide par le Travail

**CDES** : Commission Départementale d'Éducation Spéciale

**CDTD** : Centre de Distribution de Travail à Domicile

**CEC** : Contrat Emploi Consolidé

**CES** : Contrat Emploi-Solidarité

**CIE** : Contrat Initiative Emploi

**Cotorep** : COmmission Technique d'Orientation et de REclassement Professionnel

**DARES** : Direction de l'Animation, de la Recherche, des Études et des Statistiques

**DASS** : Direction de l'Action Sanitaire et Sociale

**DDASS** : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

**DDTEFP** : Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

**DGAFP** : Direction Générale de l'Administration de la Fonction Publique

**DGAS** : Direction Générale de l'Action Sociale

**DGEFP** : Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle

**DOETH** : Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés

**DRASS** : Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales

**DREES** : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques

**EPSR** : Equipement de Préparation et de Suite au Reclassement

**GRTH** : Garantie de Ressources des Travailleurs Handicapés

**RMI** : Revenu Minimum d'Insertion

**RQTH** : Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

**SMIC** : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Ministère  
des affaires sociales,  
du travail  
et de la solidarité**